

Dossier d'autorisation d'urbanisme

02521222C0001

Ecole-Valentin - Doubs

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

11/04/2022

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 30/07/2026 à 08:16 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	02521222C0001
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	ECL
SIREN / SIRET	400863510 / 40086351000022

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2022
Autorisation	11/04/2022
Décision	11/04/2022
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2022-04
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	202204

Localisation

Adresse	RUE DE L'IF ECOLE-VALENTIN 25480
Commune	Ecole-Valentin (25212)
Département	Doubs (25)
Région	Bourgogne-Franche-Comté (27)
Code postal	25480
Parcelles cadastrales	AD 117, AD 141

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
ECL (GROUPE CHOPARD)	400863510	Société du permis
380101774	380101774	Commissaire aux comptes suppléant
EXCO SOCODEC	400726048	Société liée
509518551	509518551	Société liée
529717316	529717316	Société liée
824121487	824121487	Société liée
841404387	841404387	Société liée
BERNARD GROUSSIN	-	Commissaire aux comptes suppléant
BENEDICTE BREANT (DELIENS)	-	Commissaire aux comptes titulaire
REVISION & FINANCE-COGEFOR (RFC / ANDRE LE GROUPE) (RFC)	037350014	Commissaire aux comptes titulaire
ANDRE LE GROUPE (VOIR OBS) (A.L.G.)	517220364	Société liée
PATRICK ALCODORI	-	Commissaire aux comptes suppléant
ARMEL CHEVRIAUT	-	Directeur Général
EDOUARD PHILIPPE DINKEL	-	Directeur Général
GERALD FREDERIC ALBERT CANTOS	-	Directeur Général
THIERRY CHARLES MARIE ANDRE	-	Président de SAS
MAZA-SIMOENS (FIFTY BEES)	447566464	Commissaire aux comptes titulaire
BENJAMIN ANTOINE ETIENNE SCHLICKLIN	-	Directeur Général
NEILA GHITH	-	Directeur Général
SEBASTIEN PIERRE ALAIN BELMONT	-	Directeur Général
DELPHINE GRUNWALD (MICHARD)	-	Président de SAS
GAËLLE CAROLINE MARGAINE	-	Président de SAS
JEAN PIERRE JURIETTI	-	Commissaire aux comptes suppléant
ERIK CHOPARD-LALLIER	-	Président de SAS

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.